

SAHARA OCCIDENTAL

Une organisation espagnole appelle M. Zapatero à "appuyer sans réserve" les résolutions de l'ONU

La Coordination des associations espagnoles de solidarité avec le peuple sahraoui (CEAS-Sahara) a appelé hier le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, à "appuyer sans réserve les résolutions des Nations-Unies" sur le Sahara occidental durant la réunion de haut niveau hispano-marocaine qui se tiendra à Rabat les 5 et 6 mars.

Dans un communiqué rendu public à cette occasion, la CEAS-Sahara a relevé que le "plan d'autonomie" marocain sur le Sahara occidental "prétend légitimer l'occupation illégale" du territoire et souligné à l'attention de M. Zapatero que les relations entre l'Espagne et le Maroc "ne peuvent être construites au détriment de la légalité internationale".

"L'exigence du Maroc à l'Espagne d'oublier les Sahraouis en contrepartie de l'établissement de bonnes relations de voisinage signifie soumettre notre gouvernement à un chantage inacceptable et constituerait un signe de faiblesse

et une concession qui supposerait une trahison envers la partie faible", a averti l'organisation qui regroupe des centaines d'associations à travers tout le territoire espagnol.

La Coordination a observé, à cet égard, que "toute solution ne prévoyant pas l'organisation d'un référendum d'autodétermination, tel qu'établi dans les résolutions des Nations-Unies, est vouée à l'échec et au blocage et augmenterait la tension politique dans la zone".

"Le respect de la légalité internationale et la défense des droits légitimes du peuple sahraoui sont l'unique réponse à notre responsabilité historique" dans le conflit du

Sahara occidental, a-t-elle affirmé.

La Coordination a, dans ce contexte, appelé le gouvernement espagnol à "suspendre" le contrat de réarmement de l'armée marocaine et la "vente annoncée de matériel de guerre" pour une valeur de 200 millions d'euros, étant donné, a-t-elle fait remarquer, que les caractéristiques de ce matériel indiquent que l'objectif recherché est la "reprise des hostilités et l'intensification de la répression au Sahara occidental". "Nous ne devons pas renforcer un pays qui de façon répétée et systématique a refusé de se conformer aux résolutions des Nations-Unies et qui viole les droits de l'homme au Sahara occidental", souligne le communiqué.

S'agissant de ce dernier point, la Coordination a demandé à M. Zapatero de "ne pas renoncer à l'éthique" et d'exiger de ses interlocuteurs marocains le "respect des droits de l'homme au Sahara occidental, la libération immédiate de

tous les prisonniers politiques sahraouis et une enquête sur le sort de plus de 500 civils sahraouis disparus et 151 prisonniers de guerre".

La Coordination a enfin dénoncé la "spoliation des ressources naturelles" du peuple sahraoui à travers "l'accord de pêche illégal" entre le Maroc et l'UE, qui englobe les eaux territoriales sahraouies, "sur lesquelles, au regard du droit international, le gouvernement marocain n'exerce aucun droit d'administration". "Le gouvernement espagnol ne peut être complice des violations des droits de l'homme, ni tirer profit de l'exploitation illégale des ressources naturelles du Sahara occidental, ni vendre des armes à un pays en conflit permanent avec tous ses voisins.

Ce n'est pas acceptable moralement et ce n'est pas productif politiquement", a conclu la Coordination.

ITALIE

Romano Prodi appelle au dialogue au Moyen-Orient



"La situation au Moyen-Orient est insoutenable et tout le monde est interpellé pour contribuer à l'instauration de la paix", a déclaré hier le président du Conseil italien, M. Romano Prodi, à l'ouverture du forum économique des femmes entrepreneurs de la Méditerranée qui se tient durant deux jours à Milan.

Lors de son intervention à cette rencontre, à laquelle prennent part 23 femmes chefs d'entreprises algériennes, M. Prodi a insisté sur les notions de dialogue politique et religieux et de coopération pour arriver à une solution de la situation au Moyen-Orient, "région dont le développement économique reste tributaire d'une paix réelle entre Palestiniens et Israéliens".

"Il n'y aura pas de développement sans paix", a affirmé M. Prodi qui dans son message sur le rôle des femmes des pays de la Méditerranée a insisté sur la promotion du dialogue politique et religieux et de consultations pour faire de la Méditerranée une "mer de progrès et de prospérité".

"Sans dialogue, on ne réussira pas à dépasser les graves disparités", a-t-il affirmé après avoir qualifié "d'insoutenable" la situation prévalant dans la région.

Le chef de l'exécutif italien a ainsi souligné le rôle fondamental des femmes dans le processus de paix et de développement de la région et leurs capacités de participer à l'essor économique de leurs pays respectifs.

450 femmes managers, provenant de pays du sud de la Méditerranée, du Moyen-Orient et du golfe arabo-persique participent à ce forum.

IRAK

26 morts dans un attentat à la voiture piégée à Bagdad

Vingt-six personnes ont été tuées et 42 autres blessées hier dans un attentat à la voiture piégée perpétré près d'un marché dans le centre de Bagdad, selon un nouveau bilan établi par les services de sécurité.

L'attentat est survenu dans la rue Mouthanabi, à proximité d'un marché de bou-

quinistes du quartier de Bab al-Mouadham, sur la rive est du Tigre, ont précisé ces sources. "L'attentat a fait au moins 26 morts et 42 blessés", selon les services de sécurité ajoutant que "des femmes et des enfants" sont au nombre des victimes. Un premier bilan a fait état de 18 morts.

Les violences continuent à Bagdad et ses

environs, en dépit de la mise en œuvre d'un nouveau plan de sécurité mis en place le 14 février par les forces irakiennes et américaines, dans le cadre duquel quelque 90.000 hommes vont être progressivement déployés.

Plus de 16.000 personnes ont été tuées dans des violences dans la capitale irakienne en 2006, selon des chiffres des Nations-Unies.

NUCLEAIRE

Découverte de 300 zones irradiées en Irak

L'Irak compte près de 300 zones irradiées, dont cinq sites fortement contaminés, révèle un rapport officiel irakien.

Ces zones, qui avaient fait l'objet de bombardements aériens durant les guerres précédentes, ont été découvertes par les institutions spécialisées dans la détection de la radioactivité en coordination avec des organisations internationales, a indiqué une source responsable au ministère irakien de l'Environnement.

Des mesures préventives ont été prises, notamment l'isolement des sites affectés et l'interdiction aux populations riveraines de s'en approcher, précise la même source.

"Plusieurs projets seront lancés dans le courant de l'année en vue de réduire le risque de contamination, notamment en matière de radioactivité après que le centre de prévention de la radiation eut procédé à la délimitation des zones touchées par la radioactivité", a ajouté la même source.

L'emplacement des sites contaminés n'a pas été révélé, néanmoins, il est fort probable, estime-t-on, que le site de Touitha au sud-est de Bagdad qui abritait le réacteur nucléaire irakien Tammouz soit parmi les sites les plus irradiés, après avoir fait objet de pillage et de destruction dans le sillage de la chute de l'ancien régime.

L'uranium appauvri, utilisé dans les bombes américaines larguées sur le sol irakien en 1991 et 2003, a fait augmenter le nombre de cancérifères en Irak outre l'apparition de plusieurs cas de malformations chez les nouveaux-nés notamment dans le sud de l'Irak ainsi que d'autres maladies étranges que les médecins imputent aux radiations provoquées par les bombardements américains.

Le taux de radiation détecté en Irak équivaut à sept bombes nucléaires semblables à celles larguées sur Hiroshima et Nagasaki, faisant planer, sur les 22,5 millions d'Irakiens, le spectre d'une catastrophe écologique, soulignent les experts.

D'autres spécialistes relèvent encore que la pollution par irradiation cause annuellement la mort de plusieurs milliers d'Irakiens, notamment des personnes âgées et des enfants souffrant, entre autres, d'hypertrophie hépatique, de malformation, de leucémie et de cancer du poulmon.

Les rapports écologiques soulignent que la contamination de l'air et de l'eau en Irak a provoqué l'extinction de plusieurs espèces animales, et réserve le même sort à 7 espèces animales, dont le chacal, le loup, l'ours noir, la gazelle, le sanglier, le lièvre, le lynx d'Afrique, ainsi que plusieurs espèces d'oiseaux.

AIEA

Réunion à Vienne sur les dossiers nucléaires iranien et nord-coréen

Une réunion du conseil des gouverneurs des 35 Etats membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est ouverte hier à Vienne pour discuter du dossier nucléaire de l'Iran ainsi que celui de la Corée du Nord, ont rapporté des médias.

Le directeur général de l'AIEA, Mohamed El Baradei, évoquera lors de cette réunion son rapport du 22 février établissant que l'Iran n'a pas suspendu ses activités d'enrichissement d'uranium comme l'y

enjoint le Conseil de sécurité de l'Onu, a-t-on indiqué.

Dans sa résolution 1737 adoptée le 23 décembre dernier, le Conseil de sécurité avait donné 60 jours à l'Iran pour renoncer à son enrichissement d'uranium et pour accepter un contrôle de ses activités nucléaires.

L'Iran qui refuse de mettre un terme à ses activités d'enrichissement de l'uranium risque de nouvelles sanctions, qui devraient conduire à "la réduction de près de

moitié de l'aide technique". M. El Baradei devait obtenir l'aval des gouverneurs pour mettre en œuvre ces sanctions qui seront ajoutées à celles déjà imposées par la résolution 1737 sur Téhéran qui ne cesse de réaffirmer que son programme nucléaire est destiné à des fins pacifiques.

En outre, El Baradei informera officiellement le Conseil de sa visite prévue le 13 mars en Corée du Nord pour surveiller le démantèlement promis par Pyongyang, a indi-

qué une porte-parole de l'AIEA. Il doit notamment établir avec Pyongyang la meilleure façon de démanteler le complexe de Yongbyon produisant du plutonium à usage militaire.

La Corée du Nord, qui avait expulsé les inspecteurs de l'AIEA en décembre 2002 avant de se retirer du Traité de non-prolifération (TNP) en janvier 2003, a accepté de renoncer à son programme nucléaire militaire en échange de livraison de fuel.